

PROGRAMME  
CADRE  
DE  
DEVELOPPEMENT  
STRATEGIQUE

CEDII

2008 - 2013



## Table des matières

1. INTRODUCTION :	3
2. Historique	5
3. Contexte et justification	6
4. Vision	7
5. Mission	8
6. Valeurs	9
7. Diagnostic et analyse stratégique sur les acquis et sur la situation actuelle)	9
7.1. Les principaux acquis en termes de partenariats stratégiques :	9
7.2. Les acquis en matière de résultats:	11
7.3. Les acquis en matière d'expériences :	12
7.4. L'analyse de la situation actuelle :	13
8. Analyse stratégique de la situation future	18
9. Stratégies d'intervention	20
9.1. Axes stratégiques	20
9.1.1. LE SOUTIEN A L'ECONOMIE LOCALE	20
9.1.2. LA PROMOTION DE LA DEMOCRATIE	21
9.1.3. PROMOTION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	21
9.1.4. PROMOTION DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	22
9.1.5. PROMOTION DE LA DIVERSITE CULTURELLE	22
9.2. LES STRATEGIES D'INTERVENTION	23
9.2.1. LA MOBILISATION DE LA SOCIETE CIVILE	23
9.2.2. LE DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS	24
9.2.3. LA MOBILISATION DE LA SOCIETE RURALE	24
9.2.4. LE DEVELOPPEMENT DE RELATIONS SAINES AVEC LE SECTEUR PUBLIC	25
9.2.5. LE RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE	25
9.3. Organisation interne	27



## 1. INTRODUCTION :

### « L'ESPRIT ET LA PHILOSOPHIE DU PROGRAMME CADRE DE DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE GRACE A QUELQUES QUESTIONS CENTRALES »

*Depuis le début de l'année 2008, la nécessité s'est fait ressentir de réorienter les activités de CEDII, afin de mieux s'adapter aux différents changements politiques, économiques et sociaux en cours, au sein du pays et dans le monde. Et beaucoup de questions, dont les principales sont les suivantes, ont été soulevées, pour mieux appréhender ces réformes :*

#### ➔ Mieux cerner le « global », afin de mieux agir sur le « local »

Il est prétentieux de vouloir tout faire. Mais il est devenu nécessaire d'appréhender tous les aspects globaux de chaque question particulière abordée. Avant de se focaliser sur des tâches ponctuelles et bien précises. C'est devenu plus qu'une nécessité : « *Agir sur des domaines précis, et tout simplement en connaissance de tous les tenants et aboutissants* »

#### ➔ Refonder les valeurs, sur lesquelles CEDII s'est développé :

Beaucoup d'interrogations ont été évoquées sur les identités et sur les valeurs spécifiques de CEDII, en liaison avec les valeurs et les identités, tant culturelles, que sociales ou politiques d'une part, mais aussi dans leurs dimensions respectives universelles ou nationales d'autre part :

*La légitimité et la capacité d'assumer une vraie malagasitude sous les pressions de la modernité*

*La place de la solidarité dans le respect de la diversité*

*La difficulté grandissante de pouvoir et de devoir exiger plus d'intégrité des dirigeants locaux et nationaux d'un côté, et plus de citoyenneté de l'homme et de la femme de la rue dans les affaires publiques, d'un autre côté*

*La part de solidarité à consacrer envers tous les groupes sociaux, et particulièrement envers les plus pauvres*

*La construction, dans le réalisme, d'une vraie mobilisation sociale et d'une vraie participation citoyenne*

*La difficile conciliation entre l'excellence, favorisant un certain élitisme, et l'esprit de solidarité*

*L'importance accordée à la place de l'homme et de la femme, dans les options politiques de développement choisies*



---

En même temps, d'autres questions interpellent tous les membres sur la raison d'être de CEDII :

Qu'est-ce qui unit tous les membres, les motive et les mobilise actuellement ?

Qu'est-ce qui a fait la force de CEDII dans le passé ?

Quelles peuvent être « les ressources et les forces internes », qui pourront mieux lancer CEDII vers l'avenir ?

### ➔ Redéfinir les missions de CEDII :

Les changements profonds, dans le contexte national et international, appellent à de nouvelles lectures et à de nouvelles compréhensions, des missions, définies au départ en 2000.

Est-il primordial de se recentrer sur ce que l'on sait ?

Et n'est-il pas aussi important de développer et d'apprendre ce que l'on ne sait pas ?

Qu'est-ce qu'on perd et qu'est-ce qu'on gagne en s'ouvrant à toutes les opportunités ?

Pour un « centre d'informations », le pire ne serait-il pas d'être en marge ou à côté des grandes priorités et des grandes préoccupations locales, régionales, nationales, internationales ?

### ➔ Repenser et revisiter l'organisation interne de CEDII :

Qui sont les « membres », pourquoi est-on des « membres », et comment les membres devront-ils s'organiser entre eux ?

Comment peut-on travailler éventuellement en équipes restreintes, en mobilisant le maximum de « membres » ?

Le statut juridique actuel doit-il être amélioré ? Pourquoi ? Et comment ? Quel élan, ce nouveau statut doit-il apporter pour CEDII ?

Comment coopérer avec les autres organisations ?



## 2. Historique

Le CEDII a été créé le 26 octobre 2000 par 34 associations membres fondatrices et est agréé le 06 décembre 2000. La création, découlait des aspirations des fondateurs et des acteurs locaux, de faire face aux problématiques générales suivantes concernant l'ex-province de Fianarantsoa en matière d'informations :

- le cloisonnement des systèmes d'informations existants qui a engendré le manque de circulation et de fluidité dans ce domaine
- l'absence de politique régionale cohérente et transparente en matière d'information
- le manque de moyen matériel et financier pour gérer les informations (collecte, traitement et diffusion)
- le manque de sensibilisation sur l'importance des informations
- le développement insuffisant de l'utilisation de la NTIC
- l'absence d'espace d'échanges et de dialogue en matière d'informations

Le CEDII a pu être ouvert au public pour la première fois en septembre 2001, grâce à l'impulsion et à l'appui technique et financier de PACT Madagascar à travers les projets de promotion de la gouvernance financés par USAID, tels RARY, et ILO... Et suite à des améliorations internes, il a pu être entièrement opérationnel à la mi-2002.

Le CEDII a vécu par la suite des problèmes liés à l'environnement politique et à la crise postélectorale de 2001/2002. Il a dû faire face aussi à des problèmes internes, qui ont pu s'aplanir progressivement par la suite, grâce à des efforts de renforcement organisationnel appuyés, entre autres par PACT et ICCO

L'USAID, le Pact Madagascar, le FEP OI, CITE, CIDST, CUF, Pact M3 NY AINGA, SAHA BETSILEO, PNUD, ERI, ONE, ICCO constituent les partenaires financiers et techniques, qui ont travaillé étroitement avec CEDII dans divers thèmes notamment la bonne gouvernance, l'environnement, le développement socio économique, le renforcement de capacité sur la NTIC, le diagnostic organisationnel et le traitement de fonds documentaire. Ces partenariats ont été mis en œuvre en respectant l'approche genre et les valeurs du CEDII.

Ces interventions ont été illustrées par l'organisation d'événements, l'organisation d'ateliers, par le biais de sessions de renforcement de capacité ou d'échanges d'expériences, par les services offerts par le CEDII, entre autres le service documentaire, l'information et l'animation des Maisons de Organisations de la Société Civile, etc.

Actuellement, le CEDII compte, derrière lui, plus de huit (08) années d'existence et depuis sa création, l'effectif des associations membres a pu doubler. En parallèle, des structures exécutives internes ont pu être instituées : Maison des Organisations de la Société Civile, Service de Documentation, Service Questions-Réponses, Service Information et Animation, Service Cyberspace et microédition.

Le CEDII s'est doté actuellement de son propre site web. Il compte en 2008 une dizaine d'employés permanents. Il jouit actuellement d'une structure plus stable et plus fonctionnelle (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau Exécutif) et a pu améliorer ses règles de fonctionnement interne (statuts, règlement intérieur, manuel de procédures).



Le CEDII participe activement aux divers événements importants nationaux et locaux, tels que la mobilisation sociale autour des élections, la célébration des journées mondiaux (Environnement, etc.), et est sollicité périodiquement dans tout processus de réflexion sur le développement de plusieurs secteurs d'activités et sur celui des collectivités territoriales. Le CEDII est fréquenté chaque jour par plusieurs dizaines d'utilisateurs, édite et diffuse des documents périodiques, et commence à offrir des prestations de formations à la carte (Informatique, montage et gestion de projets, cours d'anglais, etc.) selon les besoins des utilisateurs.

Le CEDII se trouve à un tournant décisif de sa vie, après avoir dépassé les étapes les plus difficiles de son évolution, face à un contexte de pauvreté locale, d'insécurité alimentaire, de décentralisation politique sur fond de crises sociopolitiques chroniques, de tissu économique local très faible, de mondialisation économique et commerciale (développement de back bone TIC, etc.) et culturelle, de dégradation de la biodiversité nationale, de changement climatique mondial, d'émergence de nouvelles pathologies humaines ou animales (SIDA, fièvre de la vallée de Rift, etc.), de faible taux d'accès à l'eau potable et d'assainissement, etc. : cet ensemble d'éléments disparates compose un environnement incertain, voire assez flou pour l'ensemble des citoyens, tout en demeurant porteur de nouvelles craintes et aussi de nouvelles opportunités.

### 3. Contexte et justification

L'environnement global, dans lequel le CEDII évolue, se transforme et change très rapidement, tant sur le plan économique, social, culturel, et politique, et aussi bien à l'échelle locale que nationale, et surtout internationale.

- De nouveaux problèmes émergent, tandis que de nouvelles opportunités se créent.
- Les technologies et les moyens de communication se développent très vite, rendant plus rapides et plus accessibles les échanges d'informations et de connaissances.

L'immobilisme, l'inertie, la carence en créativité et l'inaction, condamnent à une routine sans avenir. De plus, la pauvreté, la dégradation du milieu naturel, la corruption, l'iniquité, ... sont toujours là, un peu comme pour rendre durable la précarité des conditions de vie des citoyens malagasy.

**Au niveau international**, les rapports de forces politiques et économiques, à tous les échelons restent inchangés : entre le nord et le sud, entre les riches (minoritaires) et les pauvres (majoritaires), entre les pays ou organisations donateurs et ceux dénommés partenaires. Les inégalités, les impunités, et les injustices alimentent les violences, et les multiples contradictions, qui persistent et se maintiennent à différents niveaux.

Par ailleurs, la modernisation et la mondialisation, mais aussi les contraintes de survies vécues par les communautés locales, engloutissent et éclipsent progressivement les valeurs anciennes. L'indifférence, à l'égard de cette situation complexe, ne contribue qu'à aggraver les difficultés de divers ordres.

**Au niveau national**, la pauvreté, pratiquement sur tous les plans, tout autant économique, que social et culturel, semble vouloir s'incruster de manière durable. Beaucoup d'indices, aussi bien dans le domaine de la nutrition, de la santé publique, de l'éducation, du secteur productif, qu'en matière de dégradation des ressources naturelles, etc., se maintiennent à un niveau alarmant.



Sur le plan de la politique nationale, la **décentralisation** a été entamée avec la mise en place et le début de fonctionnalisation des Régions. Afin de réduire de manière significative la pauvreté, le MAP (Madagascar Action Plan) a été mis en œuvre depuis début 2007, auquel tous les programmes sectoriels nationaux ont dû se conformer par la suite. Tandis que chaque collectivité territoriale (Régions, Communes) a conçu et appliqué son plan de développement, réaligné au besoin aux grandes orientations du MAP.

La mise en place de nouvelles aires protégées suit son cours, et contribuera sans doute à mettre un coup d'arrêt décisif à la dégradation rapide des ressources naturelles, et en particulier à celle de l'eau et de la biodiversité. Les Régions de l'ancienne province de Fianarantsoa s'orientent de plus en plus vers l'écotourisme, l'agro-business, et à moyen terme vers l'agro-industrie.

Le processus de décentralisation politique interne, les sollicitations financières, économiques et commerciales de la mondialisation, ainsi que les efforts d'éradication de la pauvreté, vont remodeler de manière inéluctable le paysage institutionnel, le découpage territorial et administratif des collectivités, mais aussi les configurations des systèmes de productions agricoles et industriels préexistants. Ils vont aussi exiger une compétence et une compétitivité de plus en plus relevées.

La mondialisation économique et commerciale, ainsi que les impératifs d'intégration régionale se mettent en place discrètement mais aux pas de charge (l'enclavement relatif des Régions du Sud malagasy y est sans doute pour quelque chose), instituant de nouvelles pratiques économiques, administratives et douanières, dont les prolongements locaux, ainsi que les impacts positifs et surtout négatifs, sont loin d'être connus et maîtrisés.

Tous les acteurs sont amenés à repenser et à redéfinir leurs orientations, sans dénaturer leurs valeurs propres et identitaires, au moins sans y perdre leurs âmes. Les approches traditionnelles, développées autrefois dans un contexte d'enclavement et d'isolement, deviennent maintenant inadéquates, dans un monde plus ouvert. Il faut pouvoir prêter attention à tout, et être partout à la fois, tout en se focalisant sur des programmes et des tâches précis.

Le CEDII n'échappe pas à cette dynamique, et doit revoir ses politiques, ses domaines et ses zones d'interventions. Le CEDII sera aussi de plus en plus appelé à avoir une lecture très approfondie de ces événements importants, de leurs interactions multiples respectives, de leurs impacts sur les citoyens et sur la société, etc. tout en devant être capable de proposer des modes de lecture simples, lisibles par tout le monde, adaptés à chaque catégorie socioprofessionnelle. Tous ces événements vont aussi exiger du CEDII un grand sens de l'anticipation, de la veille et de l'observation, mais aussi une grande flexibilité structurelle, stratégique et opérationnelle.

## 4. Vision

Les organisations fondatrices, membres ou partenaires stratégiques de CEDII partagent avec lui et font siennes la vision suivante :

**« Le développement équilibré et harmonieux, permettant aux différentes forces vives d'accéder à l'information et de contribuer au mieux vivre et au mieux être, et de participer à l'éradication de l'exclusion et de la pauvreté sous toutes leurs formes »**



Le CEDII, dont les membres seront des éléments moteurs du développement où qu'il soit, deviendra une institution, œuvrant toujours pour le service des sociétés et des citoyens malagasy, et devenant incontournable en matière d'information et d'anticipation des besoins informationnels des acteurs de développement particulièrement dans la partie Sud de Madagascar.

## 5. Mission

La mission principale de CEDII demeure la même qu'au début, lors de sa période de création. Elle consiste en :

**La mise à disposition des informations techniques, culturelles, sociales, économiques et politiques, à tous les acteurs et sans discrimination.** Et au-delà de cette mission fondamentale d'informations, le CEDII assure aussi le rôle de **mobilisation des différents acteurs, de crédibilisation des citoyens et des groupes de citoyens** (OSC, Partis politiques, Groupes d'intérêts économiques, associations, ONG, etc.) de manière à ce qu'ils deviennent forts et incontournables dans la gestion de la société.

Les fonctions, que le CEDII assume, peuvent être résumées comme suit :

En tant qu'Organe d'informations :

- Traitement des actualités : analyse, diffusion
- Capitalisation des connaissances et des documentations, accessibles à tout public (chercheurs, étudiants, artisans, agriculteurs, professionnels du secteur privé, responsables de projets de développement, simples citoyens, dirigeants et élus, etc.)
- Mémoire institutionnelle de la ville, de la région, du pays, et dans plusieurs secteurs d'activité : archivage des grands événements et des données de base

En tant qu'Outil de mobilisation sociale :

- Mobilisation de la société civile : promotion de la démocratie, promotion des droits et des libertés fondamentaux, etc.
- Mobilisation de la société rurale et de la société urbaine, en particulier les couches marginalisées

En tant qu'Instrument de mobilisation institutionnelle :

- Mobilisation des Plates-formes/réseaux thématiques : élections, eau potable, droits, filières productrices, SIDA, MAP et révolution verte, etc.
- Mobilisation des Alliances/partenariats avec les collectivités, avec les STD, etc.
- Ouverture et tremplin vers la coopération internationale : coopération décentralisée, coopération avec les ONG, accès aux ressources internationales, etc.
- Développement d'échanges entre institutions différentes : débats publics, échanges thématiques, portes ouvertes, etc.



## 6. Valeurs

Les valeurs clés et identitaires, sur quoi le CEDII organise et fonde ses actions, et que partagent ses organisations membres, ses partenaires, sont les suivantes :

- La Transparence : source et condition première d'instauration de la confiance mutuelle
- La Participation : la mobilisation de chaque individu à contribuer à toutes les décisions qui affectent sa vie.
- La Solidarité et la fondation d'intérêts communs, dans le respect de la diversité : source d'entente et d'enrichissement mutuels
- L'Inclusion et la promotion du genre, et de manière générale, de tous les groupes sociaux ou professionnels

Ces valeurs restent conformes aux valeurs universelles de démocratie, de bonne gouvernance, et de droit de l'homme. Elles coïncident aussi parfaitement avec les valeurs nationales malagasy traditionnelles de *Fihavanana* (Concorde sociale, Solidarité et Entraide)

## 7. Diagnostic et analyse stratégique sur les acquis et sur la situation actuelle

Les acquis, que le CEDII peut faire valoir, couvrent plusieurs domaines, et peuvent être regroupés sous trois rubriques principales : les acquis en expériences, les acquis en résultats, et les acquis en partenariats.

Par ailleurs, la situation actuelle des différentes régions et de l'ensemble du pays exige des efforts de plus en plus importants de la part des différents acteurs.

Dans cet ensemble, le CEDII a su s'imposer et mettre en œuvre des obligations et des attributions, en particulier autour des tâches d'informations, de formation, d'éducation, d'appuis et de conseils, et également de mobilisation sociale.

### 7.1. Les principaux acquis en termes de partenariats stratégiques :

En matière de partenariat, le CEDII offre l'un des exemples locaux de collaboration réussie entre le secteur public, le secteur privé, la société rurale et la société civile locale. Ce type d'acquis, généralement assez rare, est illustré par les dynamiques suivantes.

- ◇ **Partenariat avec la Commune Urbaine de Fianarantsoa** : ce partenariat a permis au CEDII de bénéficier gratuitement de la mise à disposition de bâtiment servant de bureaux, de salle de conférence et de salle de documentation, de salles pour les centres de ressources divers. Ce partenariat a vocation à s'étendre vers les autres collectivités (Régions, Communes urbaines, et Communes rurales) d'une part, et vers d'autres domaines plus spécifiques d'autre part.

- ◇ **Partenariat avec le CIDST ou Centre d'Informations et de Documentations Scientifiques et Techniques**, rattaché au Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique : ce partenariat a permis au CEDII de disposer de fonds documentaires importants, d'appui technique dans la gestion de la documentation, et aussi d'appui en ressources humaines. Ce partenariat est appelé aussi à se développer davantage à l'avenir, en particulier lors de la mise en place et du renforcement de Centres de documentation et d'information délocalisés dans les autres régions, districts et communes.
- ◇ **Partenariat avec le CITE, ou Centre d'Information Technique et Economique**, une association de droit malagasy : ce partenariat a permis aussi au CEDII de bénéficier de dotation importante en fonds documentaires, de contribuer à la mise en service de système d'informations sur les prix et sur les marchés ([www.malagasie.com](http://www.malagasie.com)), et de participer à la mise en route du Programme IFAC (Informations, Formations et Appuis-Conseils) sur quelques filières à Fianarantsoa. Ce partenariat devra connaître aussi une expansion importante dans le futur : contribution à la mise en place et au renforcement de Centres d'information et de documentation de proximité, le développement de systèmes d'information sur les prix et les marchés, le développement des appuis-conseils aux artisans et aux micro-, petites et moyennes entreprises, le développement du commerce équitable, etc.
- ◇ **Partenariat avec PACT Madagascar** : Ce partenariat a permis au CEDII de bénéficier des appuis techniques et financiers dans la conception et le démarrage initial de ses activités, en 1999 - 2002.
- ◇ **Partenariat avec ICCO**, Organisation hollandaise de coopération inter églises : ce partenariat a surtout permis au CEDII de bénéficier d'appuis techniques et financiers, particulièrement dans le domaine du renforcement organisationnel et institutionnel interne. Les partenariats conclus avec PACT et ICCO illustrent la nécessité et la pertinence des alliances et des synergies avec les ONG internationales. Les acquis et les leçons apprises dans ce domaine devront permettre de développer et de consolider les partenariats avec les ONG de différents continents en général
- ◇ **Partenariat avec la CCI ou Chambre de Commerce, d'Industrie** : ce partenariat a permis de disposer et de disséminer les informations sur les programmes d'actions divers en cours dans le développement du secteur privé. Ce partenariat est appelé à l'avenir à se développer, d'une part vers les diverses institutions représentatives du secteur privé (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture, Chambre d'Artisanat, divers organismes, ainsi que divers programmes et projets de développement du secteur privé, etc.), d'autre part vers le développement de la formation professionnelle, le développement des services d'appuis-conseils, le développement de système d'informations sur les marchés et les prix, le développement de réseaux d'expertises et de réseaux d'institutions de soutien à l'économie et à la compétitivité locale, etc.

Les partenariats techniques ont couvert des domaines multiples et ont touché des organisations diverses, mais ont surtout permis d'accéder à des documentations de sources très variées :



- ONE ou Office National de l'Environnement : Documents sur l'environnement, Mise en place du Centre de ressources MECIE
- CIP ou Centre d'Information du Public de la Banque Mondiale : Documents et rapports divers de la Banque Mondiale
- BIT ou Bureau International du Travail : documents
- FAO ou Organisation des ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture : documents
- CREAM ou Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'analyse économique à Madagascar : documents et rapports
- CNLS ou Comité National de Lutte contre le Sida : mise en place de la borne d'information sur le sida, mise en place de la plate-forme sur le sida
- BIANCO ou Bureau Indépendant Anti-Corruption : documents et informations, mobilisation de la société civile sur la lutte anti-corruption
- ONI ou Observatoire Nationale de l'Intégrité : promotion de l'intégrité
- INSTAT ou Direction Régionale de l'Institut National de la Statistique : documents, rapports, résultats d'études
- CINU ou Centre d'Information des Nations Unies : documents
- FES ou Friedrich Ebert Stiftung : documents, formation de jeunes
- FORMGED ou Programme de FORMation en Appui de la GEstion des Interventions de Développement : contribution à l'appréciation des besoins en compétences en matière de formation et à la recherche action sur le genre et le foncier
- Comité Diorano WASH : plate-forme sur l'eau et l'assainissement
- Programme ERI ou Eco-Régional Initiatives, USAID et Programme de Développement Rural SAHA, Inter coopération : transfert de documents et de rapports d'études de ce Programme vers CEDII
- RTM ou Reggio Terzio Mondo : Porte d'entrée dans le secteur du Commerce équitable, adhésion à l'ANCEM ou Association Nationale du Commerce équitable de Madagascar

Ces partenariats techniques sont normalement appelés à évoluer positivement dans le futur. Outre la diversification des sources de documentation, en termes de nombre et de domaines couverts, ces partenariats vont permettre d'accroître la mobilisation institutionnelle et sociale, autour de sujets ou de préoccupations importantes.

## 7.2. Les acquis en matière de résultats:

- **La connexion Internet** : l'amélioration de la connectivité, notamment par l'augmentation du débit et la modernisation des équipements, vont contribuer au désenclavement informationnel des collectivités et à la démocratisation des connaissances
- **La consultation de documents** : chercheurs, étudiants, professionnels du privé, etc. ont pu en bénéficier. La documentation numérique aura de plus en plus d'importance à l'avenir ; l'accès aux diverses documentations, disponibles sur place ou à distance, va être amélioré sensiblement, par la connaissance ou la maîtrise de plusieurs langues internationales (d'où la nécessité d'un apprentissage plus poussé des langues d'affaires, telles que l'anglais, le français, l'espagnol, etc.), et aussi par une meilleure communication avec les utilisateurs (publication de catalogue sur les documents disponibles, entre autres)



- Les **réponses** à des demandes ou des questions précises, à travers le service questions-réponses : inéluctablement les « réponses en ligne » doivent figurer parmi les capacités futures du CEDII
- La **participation active aux principaux événements nationaux** (Journée Mondiale de la Femme, Fête du travail, Journée Mondiale de l'Environnement, Fête de l'Internet, etc.
- Les portes ouvertes de la Commune Urbaine de Fianarantsoa, etc.
- Le renforcement de capacité des OSC avec FORMGED, FES, ...
- La mise en place de la borne d'information SIDA avec le CNLS,
- Le lancement du journal bimensuel « Ny Antsika »,
- La réalisation du répertoire des Institutions de financement et d'appui, avec l'appui du programme ERI,
- La mise en place de la bibliothèque rurale de Soatanàna avec le Programme SAHA
- La réalisation de concours divers tels que celui relatif au slogan et logo de la Région de Haute Matsiatra

Les acquis en matière de résultats sont aussi assez significatifs dans les domaines des formations dispensées :

- Formation en Informatiques : Initiation, niveau avancé,
- Montage et gestion de projets
- Comptabilité simplifiée des Associations
- Leadership et management, Développement Organisationnel et Développement Institutionnel des Associations
- Technique de facilitation, de modération et de conduite d'un atelier ou d'une réunion
- Technique de gestion documentaire

L'avenir de CEDII pourra se concrétiser dans le développement de nouveaux services innovants, face à des problèmes relativement nouveaux ou récents des jeunes, des collectivités, des professionnels du secteur privé ou de la société civile, etc. Par exemple, l'appui-conseil dans la création d'activités génératrices de revenus pour des jeunes marginalisés ou en situation de réinsertion sociale, la connexion internet dans les communes rurales éloignées, la lisibilité des informations commerciales sur une filière donnée pour une association de paysans illettrés ou vivant dans une localité non électrifiée, etc.

### **7.3. Les acquis en matière d'expériences :**

Ces acquis revêtent un caractère très significatif dans les domaines de la mobilisation, de la coopération, du développement de réseaux, le développement des appuis-conseils, et le développement de systèmes d'informations :

- La mobilisation interinstitutionnelle : le développement de synergie entre Institutions publiques, Institutions privées, société civile et société rurale, sur des sujets bien précis
- La coopération internationale : levier de mobilisation et d'accès aux ressources et aux opportunités internationales.
- La mobilisation sociale autour de questions d'intérêt public
- Le développement de réseaux et de plates-formes thématiques : sur les élections, sur les services sociaux, sur les filières économiques, etc.

- Le développement des formations et des appuis-conseils : pour les artisans, pour les producteurs paysans, etc.
- Le développement de systèmes d'informations : sur les prix, sur les marchés, sur le commerce équitable, etc.

## 7.4. L'analyse de la situation actuelle :

### A – POURQUOI SOUTENIR L'ECONOMIE LOCALE ? :

UNE NECESSITE PLUS QUE VITALE, UN ENJEU DE SURVIE A COURT TERME, UN FONDEMENT POUR L'INTEGRATION A LA MONDIALISATION PRESENTE ET FUTURE

*La société malagasy, et plus particulièrement la population vivant dans les régions du Sud de Madagascar, ont à faire face aux nécessités et aux urgences suivantes :*

- *Le Volume limité, en tout cas insuffisant, des stocks alimentaires*
- *L'Insuffisance et la précarité des sources de revenus*
- *La Difficulté et la faible capacité à valoriser et à optimiser les opportunités, les ressources disponibles,*
- *L'Evolution socio-économique « en marge » du reste de l'Ile et du reste du monde*

*L'ensemble des stocks alimentaires disponibles ne couvre pas les besoins pour une période donnée :*

- Le nombre de bouches à nourrir augmente régulièrement
- La production vivrière au niveau des zones ayant cette vocation tend à stagner, voire à régresser
- Le riz, le principal aliment de base, n'est disponible que pour quelques mois de l'année. Même cas pour les quelques autres aliments de substitution (manioc, patate douce, etc.)

*Beaucoup de familles ne disposent pas de sources de revenus suffisants stables. La production agricole, à vocation commerciale, reste encore à un niveau assez bas*

- Le pouvoir d'achat des ménages est faible
- Les familles, non auto-suffisantes en production vivrière, accèdent difficilement aux offres de ressources alimentaires, localement disponibles à des prix trop élevés pour elles

*La lecture et la détection des opportunités nouvelles semblent difficiles, même pour les opérateurs intervenant dans les différents secteurs fonctionnels. Ces derniers ont beaucoup de peine à y répondre et à y faire face convenablement*

- En dehors des principaux centres urbains, les infrastructures et les services basiques manquent ou coûtent cher (routes, électricité, communication, adduction d'eau, etc.). Le minimum d'intégration aux pôles de consommation (locaux, régionaux, nationaux, internationaux) devient une utopie
- On note une incapacité assez générale, traduite comme du fatalisme, à mieux s'organiser, et à mieux valoriser le contexte et l'environnement, sans cesse changeants



*Les capacités locales à mieux utiliser et à optimiser les ressources disponibles, et à en tirer le maximum de profits sont généralement faibles :*

- Peu de plus-values alimentaires, sont tirées des ressources vivrières produites sur place, qui sont autoconsommées comme telles
- Peu de plus-values financières et commerciales sont tirées des produits de rente localement cultivés, qui sont vendus à l'état de matières premières

*Plusieurs régions du Sud semblent évoluer en marge des autres et du monde, par rapport aux grandes dynamiques économiques mondiales : déconnexion totale vis-à-vis de la mondialisation commerciale et des processus d'intégration régionale, faible articulation aux demandes ou aux offres locales ou nationales de produits ou de services, etc.*

*L'information tient une place de choix tant pour les décideurs, que pour les producteurs, et aussi bien pour les divers acteurs de développement économique :*

- *paramètres divers permettant la définition des demandes, des disponibilités, des modes d'utilisation, des modes et des coûts d'accès, etc. par rapport aux ressources alimentaires*
- *informations sur les marchés : prix, volume, qualité requise, localisation, type de produits et de services, conditions d'accès, réglementation, etc.*
- *informations sur les services d'appuis destinés à renforcer les capacités des acteurs : financement bancaire, formation, accompagnement, etc.*

*La nécessité de développer les autres services, logiquement complémentaires à l'information coule naturellement de source : les formations, les appuis et les conseils*

*Et CEDII est tout à fait dans son élément dans ce concert*

## **B – POURQUOI PROMOUVOIR LA DEMOCRATIE ?**

UNE GARANTIE DE LA CITOYENNETE DE DEMAIN ET DE LA MOBILISATION D'AUJOURD'HUI

*Beaucoup de mauvaises pratiques, tant des gouvernants que des gouvernés, héritées des époques antérieures, minent, de l'intérieur, la mise en place et la consolidation de la démocratie, de la décentralisation et de la bonne gouvernance.*

*Le processus de décentralisation est en marche à Madagascar : la mise en place des régions, les communes comme collectivités d'ancrage du développement, illustrent ces acquis. Mais de nombreuses pratiques, relativement contraires à la démocratie, à la bonne gouvernance et à la décentralisation, persistent :*

- Beaucoup de décisions importantes se prennent à l'échelon central. Le principe de subsidiarité est peu appliqué dans la gestion des enjeux locaux
- Le partage réel de pouvoir, entre les différentes instances, est peu évident
- La culture démocratique reste encore à développer, surtout dans les mécanismes de prises de décisions importantes

- La population, peu informée, n'accorde que peu d'attention aux affaires publiques locales : budget, programmes, opportunités diverses, etc.
- La participation citoyenne est difficile à mobiliser. La population ne s'approprie pas les initiatives nouvelles administratives engagées. Il n'existe aucun contrôle citoyen sur les services communaux et sur les services sociaux, délivrés à la population. La population n'a aucune prise, ni aucun pouvoir d'inflexion, sur les décisions des autorités locales et régionales
- La transparence, dans la gestion des ressources publiques, reste encore à développer. Aucun mécanisme permettant une bonne redevabilité des gouvernants vis-à-vis des citoyens n'existe.
- Les politiques ou mesures, prenant en compte les populations les plus pauvres ou marginalisées, par exemple le mode de redistribution plus équitable de la croissance économique, lorsqu'il y en a, demeurent encore inexistantes.
- L'autonomie financière des collectivités (communes, régions) demeure précaire. Les ressources fiscales locales restent faibles et généralement difficiles à mobiliser. L'accès aux ressources externes demeure très sélectif.
- Beaucoup d'initiatives sont encore à développer pour améliorer et rendre réellement performante la gouvernance minière

*Le développement de mécanismes de redevabilité des gouvernants, le développement de processus transparents dans la gestion des affaires publiques, la mobilisation sociale citoyenne, la promotion de la culture démocratique et de la bonne gouvernance, la mise en place de mécanismes permettant plus d'équité dans l'accès aux ressources et aux bénéfices de la croissance, etc. vont exiger, coûte que coûte, la mise à disposition d'informations fiables, des travaux de communication et d'éducation/formation sur la citoyenneté et sur les droits fondamentaux, des travaux d'appuis techniques et même de conseils, envers les leaders ou les citoyens, tout comme envers les institutions locales. CEDII y a toute sa place, dans le futur comme par le passé*

## **C – POURQUOI PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ? :**

### OFFRIR LE MEILLEUR HERITAGE POUR LES GENERATIONS FUTURES

*Les contradictions entre les lignes politiques « pro-environmentalistes » au sommet, et les pratiques « anti-écologiques » au quotidien de l'homme et de la femme de la rue sont flagrantes. Les valeurs sûres d'avenir, fondées sur l'écologie, se heurtent à l'ignorance populaire et se bâtissent avec beaucoup de peines.*

*Beaucoup d'efforts ont été consentis, et une réelle volonté politique se manifeste, en faveur de la préservation de l'environnement : mise en place et gestion saine des anciennes aires protégées, extension de la superficie des aires protégées, développement du tourisme écologique, etc. Mais de nombreux autres problèmes fondamentaux subsistent :*

- La prise de conscience et la citoyenneté restent encore à développer, sur l'importance des biodiversités marines, côtières, aquatiques, terrestres, sur leurs devenir (dynamiques de destruction ou de régénération), tant sur le plan national que mondial
- Il en est de même vis-à-vis des grands événements mondiaux (changements climatiques, crise de l'énergie, crise alimentaire, etc.), de leur importance, de leur étendue et de leur portée à l'échelle de la planète comme leurs impacts locaux
- La construction d'une certaine « valeur et identité fondées sur l'écologique » se met en marche, mais elle est occultée par la prédominance ou par la multiplication des comportements anti-écologiques, et par l'absence ou la faiblesse du réflexe environnemental
- Les efforts importants consacrés à l'éducation environnementale, et aux informations sur les principaux enjeux écologiques, ressemblent à du saupoudrage, voire à la goutte d'eau dans la mer, face à l'illettrisme écologique de nombreux villages ruraux, et à l'incapacité écologique de nombreux foyers urbains (feux de brousse et énergie domestique basée sur le bois, etc.)
- La priorité, voire l'urgence, à réserver aux initiatives de développement, risquent de prendre le pas sur les impératifs de préservation des ressources naturelles (eau, air, sol, biodiversité, ressources génétiques, etc.) au détriment de ces dernières

*Les efforts d'information et d'éducation, dans ce domaine, doivent donc être impérativement soutenus, renforcés et continués sur la durée. C'est un gisement immense de besoins en matière d'informations, de communications, mais aussi d'éducation/formation, d'appuis et de conseils. CEDII a toute sa place et des rôles privilégiés à tenir dans cet univers en marche.*

## **D POURQUOI DEVELOPPER LES SERVICES SOCIAUX DE BASE :**

UNE GARANTIE DE SURVIE DES GENERATIONS ACTUELLES ET D'EMERGENCE DES GENERATIONS FUTURES

*Un minimum de services sociaux, en matière de santé, d'éducation, et d'eau potable, est disponible dans la plupart des communes. Mais ces services couvrent rarement l'intégralité des usagers de chaque commune d'une part, ensuite l'accès à ces services reste toujours conditionné par diverses contraintes telles que le coût, l'éloignement géographique, etc. Aucun élément de contrôle, en particulier de la part du citoyen, n'existe.*

*La disponibilité des services sociaux de base, au niveau de toutes les communes, leur conférant une plus grande proximité à l'égard des usagers constitue un fait indéniable. De grands efforts ont été en effet mis en œuvre pour démocratiser l'enseignement primaire (EPP par Fokontany par exemple), les soins de santé de base (CSB par commune par exemple), l'approvisionnement en eau potable (AEP dans certaines communes par exemple). Cependant, beaucoup de questions restent encore en suspens : la qualité des services rendus, les conditions d'accès à ces services, l'appropriation des réformes en cours, le respect des droits sociaux de*



*base, l'accompagnement des plus démunis, les qualités des mesures de prévention et de lutte, face à l'émergence de pathologies nouvelles, etc.*

- Il n'existe aucun élément permettant d'apprécier les qualités des services sociaux rendus. Aucun contrôle citoyen ne s'exerce sur ces services.
- La réforme en cours de l'éducation, suscite autant de craintes, que de doutes, et éventuellement d'espoir : absence voire faible portée des concertations préliminaires, faible lisibilité des impacts et des risques futurs, etc.
- Les difficultés d'accès, liées entre autres au coût des services, persistent : coûts de l'éducation, en particulier au-delà du niveau primaire (fournitures, frais de scolarité, vêtements, nutrition, etc.), coûts des soins de santé hors services de base (hospitalisation, autres couvertures médicales, etc.),
- L'aspect participatif se limite à l'administration des affaires courantes. L'utilisateur n'a pas grand chose à dire. Il n'existe aucune politique spécifique pour les groupes vulnérables ou marginalisés.

*CEDII, comme tout autre membre de la société civile locale et nationale, a toute sa place et est attendue comme étant un des partenaires incontournables, dans la gestion et la diffusion des informations sur les divers thèmes de ce domaine, dans la formation et l'éducation des citoyens, dans les appuis techniques et les conseils envers les leaders et les institutions, et d'un autre côté, sur les efforts de mobilisation sociale de l'ensemble de la population.*

## **E POURQUOI ENCOURAGER LA DIVERSITE CULTURELLE ? :**

ENRICHIR LA PLANETE GRACE AUX SPECIFICITES MALAGASY, ET S'ENRICHIR SAINEMENT EN RETOUR A PARTIR DES APPORTS CULTURELS EXTERIEURS

*Les richesses de Madagascar dans ce domaine sont inestimables. Mais comment faire face à la déperdition du patrimoine culturel local et national, et résister à l'invasion culturelle étrangère ? Où est le juste milieu ?*

*Madagascar dispose de nombreuses spécificités culturelles locales, dans des domaines variés, et peut contribuer à enrichir l'ensemble du patrimoine culturel mondial. D'un autre côté, Madagascar, à l'instar d'autres pays en développement, adoptant une ouverture relative avec le reste du monde sur divers plans (commerciaux, diplomatiques, etc.) subit l'assaut de véritables « inondations culturelles », en provenance des pays développés, tendant à instaurer un monolithisme culturel, au détriment de son identité qui s'érode à vue d'œil.*

- L'identité culturelle, le patrimoine culturel, les valeurs culturelles spécifiques, ... sont mal connues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays
- Le Dialogue interculturel, et les échanges entre cultures différentes, etc. se mettent en place difficilement, ou n'existent que dans le sens Nord-Sud
- La Compréhension culturelle, entre différentes entités, est difficile
- La Valorisation des spécificités locales demeure un « sujet frêle », difficile à viabiliser

*La mobilisation des diverses parties prenantes, les différents types de dialogue demeurant à construire, la mise à disposition « équitable » des ressources culturelles existantes, etc. doivent être soutenues par des informations solides et disponibles selon des mécanismes pérennes. L'éducation et la formation occupent un volet important de ce tableau. Dans un tel dispositif, CEDII a toute une place et des rôles privilégiés à conquérir.*

## 8. Analyse stratégique de la situation future

La situation future, dans laquelle va évoluer CEDII, est porteur de nombreux enjeux et défis : économiques, politiques, sociaux, écologiques et environnementaux, culturels

### Enjeux et Défis Economiques :

Le développement du secteur rural et du secteur privé vont bénéficier durant les années à venir de ressources de plus en plus importantes, de manière à faire face aux enjeux régionaux et nationaux suivants :

- Eliminer la malnutrition et raffermir la sécurité nutritionnelle
- Produire des richesses et des valeurs ajoutées, en vue d'une meilleure articulation et d'une meilleure intégration aux échanges économiques mondiaux et régionaux, en vue aussi de pouvoir créer plus d'emplois

Le cap du désengagement de l'Etat est toujours maintenu et consolidé. Les programmes de développement économiques futurs se fondent beaucoup sur la responsabilisation et la mobilisation des acteurs de la société civile et du secteur privé, et leur accordent plus de prérogatives et de libertés d'actions

L'enjeu, pour CEDII, c'est de pouvoir être outillé, sur le plan logistique, technique, et de rehausser le niveau des capacités de ses ressources humaines, afin de pouvoir demeurer à la pointe des prestations d'informations, de formations, de documentations, et d'appuis-conseils

### Enjeux et Défis Politiques :

Toutes les dynamiques d'évolution convergent vers le raffermissement progressif et futur des pouvoirs des collectivités, et le transfert des ressources et des compétences vers les gouvernements régionaux et locaux. Ce qui amènera d'office, une plus grande implication, mobilisation et participation de la part des citoyens, ou de leurs représentants, dans les divers rouages et mécanismes de prises de décisions, sur les affaires publiques locales, régionales et nationales

- La **transparence** et la clarté des règles de jeux dans les mécanismes de gouvernance des affaires publiques vont s'imposer inéluctablement à tous comme règles de base, et facteur fondamental de confiance et de **mobilisation citoyenne** dans les actions de développement de la collectivité
- La **redevabilité** des dirigeants, élus comme nommés ou désignés, la lutte contre la corruption, l'efficience et l'efficacité de l'Administration, etc. deviendront de plus en plus « visibles », de manière à instaurer la proximité, la qualité de services et l'écoute, de la part de l'Administration, face aux citoyens



L'enjeu pour CEDII sera d'avoir la notoriété, la prestance, et en tout cas un minimum de « visibilité », pour pouvoir contribuer à l'accompagnement de cet ensemble de dynamiques en marche, tant au niveau des citoyens, qu'au niveau des institutions locales et régionales

### **Enjeux et Défis Sociaux:**

Si les politiques globales de santé et d'éducation continueront de se décider au niveau central, la gestion de la mise en place, de la maintenance et de l'utilisation des investissements sociaux sera de plus en plus confiée aux acteurs locaux ou régionaux, et aux collectivités territoriales. Les enjeux régionaux et nationaux vont se focaliser sur les questions suivantes :

- La démocratisation de l'eau potable
- La facilité d'accès à des soins de santé de qualité
- La maîtrise, voire l'éradication, des pathologies importantes, anciennes ou émergentes

L'enjeu pour CEDII sera de pouvoir se positionner comme une des ressources importantes, d'informations et d'appuis divers dans ces domaines

### **Enjeux et Défis Ecologiques et Environnementaux :**

La politique nationale principale tourne autour de l'extension de la superficie des aires protégées. Elle va donc beaucoup mettre l'accent sur la préservation des différents types de biodiversités existantes. Les grandes questions relatives aux énergies alternatives, par rapport au bois (énergie domestique) et par rapport au pétrole (énergie industrielle) vont devenir de plus en plus d'actualité. Avec le développement industriel et l'expansion démographique futurs, la gestion des ressources en eau deviendra de plus en plus une des préoccupations majeures. Les enjeux nationaux et régionaux vont donc se focaliser sur

- L'alternative fiable au bois, comme énergie domestique d'une part, et comme principal matériau de construction de bâtiment d'autre part
- L'alternative fiable au pétrole comme énergie industrielle
- La protection durable des biodiversités marines, terrestres, aquatiques, et en corollaire le développement des activités éco-touristiques
- L'utilisation réglementée des ressources stratégiques en eau

L'enjeu principal pour CEDII sera d'être « un des centres de gravité régionaux », en matière d'informations, de formations, d'appuis et de conseils, de manière à devenir un centre de références, voire un centre précurseur et porteur d'innovations, dans ces compétences

### **Enjeux et Défis Culturels**

A la faveur de l'expansion du tourisme national et régional, et aussi en raison du développement des TIC, les échanges culturels vont continuer de s'intensifier. Le grand enjeu sera un minimum d'éveil et de prise de conscience, face au déséquilibre nord-sud, et à l'invasion culturelle en cours. L'autre enjeu aussi sera de pouvoir « vendre et exporter » les richesses spécifiques locales, régionales et nationales.

Pour CEDII, il pourra être important de se positionner en « novateur » dans ce domaine, et éviter les sentiers battus.

## 9. Stratégies d'intervention

### 9.1. AXES STRATEGIQUES

Les grands axes stratégiques peuvent se focaliser sur cinq points essentiels, autour desquels le CEDII va concentrer sa mission d'information et de mobilisation des acteurs :

- **Le soutien à l'économie locale :**

*C'est la contribution à la croissance et au développement économique local, en renforçant les capacités et les savoir-faire des acteurs, à mieux exploiter les opportunités et à mieux faire face aux contraintes, locales comme mondiales, grâce à des efforts durables d'amélioration de l'accès aux informations et aux connaissances, dans le domaine du commerce, des finances, des sciences et techniques, etc.*

- **La promotion de la démocratie :**

*C'est la contribution à la consolidation durable de la paix sociale et de la stabilité politique, en renforçant les capacités des acteurs à appliquer la bonne gouvernance, à préserver et à respecter les droits et les libertés fondamentaux, grâce à des efforts de consolidation de la culture d'information, de transparence et de redevabilité, dans les mécanismes de prise de décision et dans la gestion des affaires publiques*

- **La promotion de l'accès aux services sociaux de base:**

*C'est la contribution à la mise en place de services sociaux de qualité, accessibles et démocratiques, en terme de coûts, de disponibilité, en renforçant les capacités des acteurs à mobiliser et à gérer les ressources, et à investir dans ces secteurs, grâce à des efforts de dissémination et de capitalisation des informations et des connaissances, en particulier dans la vulgarisation des techniques de potabilisation de l'eau domestique, et dans les mesures de protection contre les grandes pathologies*

- **La Promotion de la préservation de l'environnement :**

*C'est la contribution à la préservation des héritages de biodiversité et à la sauvegarde de l'intégrité des ressources naturelles stratégiques, en renforçant les capacités des acteurs à comprendre le dérèglement climatique et ses impacts globaux comme locaux, et à lutter contre les pillages et les piratages des ressources zoo- et phyto-génétiques, grâce à des efforts de partage d'informations et de connaissances, de réflexions communes et de mobilisation, autour de la situation sur ces ressources*

- **La Promotion de la diversité culturelle :**

*C'est la contribution à la préservation et la diffusion des héritages et spécificités culturels locaux, régionaux, nationaux, en participant à leurs études, à leur sauvegarde, en capitalisant leur utilisation, grâce à des efforts de partages et d'échanges, à l'intérieur du pays, comme dans le sens sud-nord et nord-sud*

#### 9.1.1. Le soutien à l'économie locale

Pour contribuer à soutenir l'économie locale, CEDII prévoit de s'engager dans les orientations suivantes :

- Mise en place des systèmes d'informations socio économique (Exemple: les prix sur les marchés, base de données des prestataires des services agricoles, ...)



- Promotion et vulgarisation de l'esprit entrepreneurial (Pépinières d'entreprise, formations professionnelles, ...)
- Veille, mobilisation et interpellation de toutes les parties prenantes sur les contraintes et opportunités de développement économique (Exemple : Port Manakara, FCE, Back Bone, Énergie, Commerce Équitable, Labellisation des produits, accès aux crédits, financements, accès au foncier, fiscalité, politique, ...)

Les actions concrètes à mener pourront être définies comme suit :

- L'extension des services de documentation et d'information
- Le développement des services d'appuis et de conseils
- L'Appui à la promotion du commerce équitable
- L'Appui au développement de l'artisanat
- Les formations professionnelles : gestion de projets, communication, langues étrangères, informatiques, etc.
- Le développement des centres de ressources
- Le développement de système d'informations et d'observation sur les prix et sur les marchés
- Le développement de centres d'information de proximité

### **9.1.2. La promotion de la démocratie**

Les principaux engagements à prendre pourraient s'orienter dans les domaines suivants :

- Facilitation de l'accès à l'information sur la gestion des affaires publiques et sur l'identification des Questions d'Intérêts Publics
- Promotion de l'espace de dialogue entre gouvernants et citoyens (Liberté de parole, d'expression, d'opinion, d'association, etc.)
- Veille informative sur les affaires publiques,
- Promotion des outils de contrôle citoyen

Les actions concrètes à mener auront à se concentrer sur les points suivants :

- Le Renforcement de la décentralisation au service du développement local
- La Promotion et la protection des droits et des libertés fondamentaux
- La Contribution à l'amélioration des systèmes de gestion et à l'observation des élections
- La Promotion de la mobilisation et de la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques
- La Sensibilisation sur le devoir des dirigeants et des élus, vis-à-vis des citoyens et de l'ensemble de la population

### **9.1.3. Promotion de l'accès aux services sociaux de base**

Les principales orientations pourraient se focaliser sur les sujets suivants :

- Mise en place de système d'information liée aux services sociaux de base
- Veille, mobilisation et interpellation de toutes les parties prenantes sur les contraintes et opportunités de l'accès aux services sociaux de base



- Développement de l'esprit d'appropriation

Les actions concrètes à mener pourront se concentrer sur les points suivants :

- Soutien des plates-formes et des réseaux sur les services sociaux de base : l'eau et l'assainissement, le SIDA, ...
- Mise en œuvre de Systèmes d'information et veilles sur les services sociaux de base
- La promotion, vulgarisation, sensibilisation sur des comportements favorables à l'accès aux services sociaux de base.

#### **9.1.4. Promotion de la préservation de l'environnement**

Les grandes orientations pourront s'orienter dans les domaines suivants :

- Mise en place des systèmes d'informations environnementales
- Information, éducation et communication sur la préservation de l'environnement (Information Education Communication en vue de parvenir au Changement de Comportement)
- Veille informative sur les ressources naturelles (eau, air, biodiversité, sol, Projet de Veille sur les coûts sociaux et sur les coûts environnementaux des investissements privés, en particulier dans le secteur des industries extractives, sensibilisation sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises...)

Les actions concrètes à mener auront à se concentrer sur les points suivants :

- Animation du Centre de ressources MECIE
- du Centre de ressources environnemental
- Mise en œuvre de système d'informations sur les ressources naturelles (eau, air, biodiversité, sol, etc.)
- Veille informationnelle sur les ressources naturelles
- Promotion de la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises
- Veille sur les coûts sociaux et sur les coûts environnementaux des investissements privés.

#### **9.1.5. Promotion de la diversité culturelle**

Les principales orientations de ce volet vont se consacrer aux sujets suivants :

- Contribution aux études des spécificités culturelles locales, régionales et nationales
- Mise en valeur des richesses et des spécificités culturelles locales.
- Instauration ou implantation d'espaces d'échanges culturels

Les actions concrètes à mener pourront

- Lancement d'activités culturelles innovantes, valorisant les spécificités locales
- Mise en place d'espace d'échanges et d'informations, sur les richesses culturelles malagasy d'une part, et sur les spécificités culturelles d'autres régions du monde d'autre part.
- Organisation de manifestations culturelles



## 9.2. LES STRATEGIES D'INTERVENTION

La réalisation de la mission de CEDII, à savoir la mise à disposition d'informations et, au-delà, la mobilisation sociale, fera intervenir deux approches différentes et complémentaires, répondant à la fois aux sollicitations locales, et aux exigences d'intégration régionale et mondiale :

- La mobilisation de la société civile
- Le développement des partenariats

Les stratégies d'intervention visent en particulier, au-delà de la mobilisation de la société civile, la mobilisation de tous les acteurs concernés, de la manière la plus élargie possible, par rapport à des questions ou à des problématiques spécifiques :

- Les alliances stratégiques au sein de la société civile
- La collaboration avec le secteur public
- La collaboration avec le secteur privé
- La mobilisation de la société rurale
- La coopération avec les Programmes de développement

### 9.2.1. La mobilisation de la société civile

Les efforts de mobilisation de la société civile pourront se concrétiser à travers le soutien, l'adhésion, et la participation aux dynamiques existantes ou émergentes, grâce à des efforts continus en informations, et grâce aussi à la contribution au renforcement des capacités des ONG locales (formations, appuis, conseils, etc.), afin de leur permettre de présenter une plus grande maturité de réflexion, d'organisation et d'actions, face aux grandes problématiques de portée locale à mondiale.

Le CEDII sera appelé à jouer le rôle central de catalyseur, afin de favoriser, au moins à l'échelle locale, un minimum de présence et de responsabilisation des Organisations de la Société Civile, à l'égard des grands problèmes, économiques comme sociaux ou politiques, contemporains comme futurs.

La mobilisation des Organisations de la Société Civile pourra être concrétisée par les quelques pistes d'actions suivantes :

- La (re)dynamisation des ONG locales, et une plus grande maîtrise par elles, des dynamiques régionales et internationales, s'accompagnant éventuellement d'une plus large adhésion à ces enjeux.
- L'alliance avec les ONG nationales, régionales et internationales
- Le soutien ou la contribution au développement de plates-formes et de réseaux thématiques : Eau et assainissement, SIDA, Elections, droits, etc.
- Le soutien ou la participation aux actions de veille, d'observation, de mobilisation, face aux enjeux émergents, à leurs impacts locaux comme à leurs prolongements globaux : développement des industries extractives, développement du tourisme, dérèglement climatique, crise de l'énergie, mondialisation commerciale, emplois des jeunes, crise financière et boursière, crise alimentaire

## 9.2.2. Le développement des partenariats

Autour de questions d'intérêt public ou d'intérêt général, de portée locale, nationale, régionale ou internationale, le CEDII sera appelé à contribuer à la construction et à la consolidation de partenariats multiples, et au développement d'approches favorables à l'intégration d'acteurs multiples :






- Le partenariat avec les Institutions d'appui et les programmes sectoriels de développement
- Le développement du partenariat avec les Collectivités Territoriales Décentralisées d'une part, et avec les Services Techniques Déconcentrés d'autre part
- La promotion du partenariat avec le secteur privé : Chambre de Commerce et d'Industrie, groupements professionnels, etc.
- La contribution au partenariat et à la coopération décentralisée
- Le développement des partenariats avec les Organisations régionales et internationale
- Le développement de tissus, de liens et de ponts, entre les ONG locales d'une part, et les ONG extérieures à la Région d'autre part

## 9.2.3. La mobilisation de la société rurale

Vue de l'extérieur, cette société donne l'image d'une grande inertie, aux lois immuables. Vue de l'intérieur, c'est une société d'hommes et de femmes très actifs, attentifs à leurs survies, qui font face à leurs manières, aux forces de la Nature, et à la marginalisation géographique, économique, culturelle, sociale et politique. C'est tout simplement des femmes et des hommes, fidèles à leurs visions des choses et à leurs identités. C'est aussi le Temple des valeurs anciennes Malagasy, et sans doute celui de la vraie Malagasitude de demain.

Ainsi, c'est une société très avide de progrès, donc très demandeur en services en tous genres. Elle constitue un gisement immense de besoins en informations, formations, appuis et conseils. Mais elle n'a pas les moyens ni les ressources de les payer, donc d'y accéder.

D'importantes ressources financières, d'origine externe, vont donc être consacrées au développement social, économique, culturel et politique du monde rural. Le CEDII a d'importants rôles à jouer, tout comme par le passé, et une place à conquérir, au même titre que d'autres prestataires de services :

-  Pour informer
-  Pour former
-  Pour apporter des appuis techniques
-  Pour apporter des conseils
-  Pour mobiliser

Aussi bien en matière d'activités économiques (techniques agricoles améliorées, marchés locaux et internationaux, etc.), que d'activités sociales (eau potable, santé et hygiène publiques, SIDA, etc.), que politiques (gouvernance locale, démocratie, décentralisation, etc.)

## 9.2.4. Le développement de relations saines avec le secteur public

Sous l'effet de pressions diverses, internes comme externes, l'Etat continue de se désengager du secteur productif et se recentre sur ses fonctions régaliennes, tout en gardant la main, ou la maîtrise d'ouvrage, sur les domaines stratégiques et sur les prestations sociales de base.

Ce qui libère des espaces, aux contours plus ou moins variables, que les Organisations de la Société Civile et le secteur privé peuvent occuper, selon leurs capacités respectives.

Le CEDII devrait être aux avant-postes dans l'occupation de ces « boulevards d'expression », pour apporter des éclairages, en terme d'informations, de formations et d'appuis-conseils, vis-à-vis à la fois des acteurs et des Institutions, aussi bien du secteur public, que de la société civile et du secteur privé. Cette position privilégiée donne au CEDII toute latitude pour développer les stratégies suivantes :

- ✚ Jouer le rôle de ressources principales d'informations et de mémoire institutionnelle, et agir comme une force de proposition, une force d'interpellation, une force de mobilisation, et une force d'actions, en particulier devant les opportunités de renforcer la gouvernance locale, la décentralisation, et la démocratie
- ✚ Jouer le rôle de facilitateur et d'animateur, dans la mobilisation des autres OSC, vis-à-vis des engagements professionnels entre OSC et secteur public
- ✚ Jouer le rôle de liens et de ponts entre le secteur public et le secteur privé sur des thèmes spécifiques articulant les deux secteurs (fiscalité, rôle de l'Etat dans le développement du secteur privé, etc.)
- ✚ Jouer le rôle de facilitateur et d'animateur dans la mobilisation des citoyens : contrôle citoyen sur les services sociaux de base, mobilisation des ressources fiscales locales, gestion foncière décentralisée, etc.

## 9.2.5. Le renforcement des relations avec le secteur privé

Madagascar a le mérite d'avoir connu, en quelques décennies de vie du secteur privé, trois générations différentes d'hommes d'affaires :

- ✚ Une première génération (avant 1972), fortement liée au système colonial français. Le secteur privé fonctionnait comme une machine à pomper les matières premières, depuis Madagascar, à l'instar d'autres pays colonisés, vers les pays européens. Ce système a eu l'avantage d'avoir mis en orbite, sur le marché international, les produits de rente devenus « classiques malagasy » (vanille, café, poivre, girofle, conserves de fruits, légumes et viande) et d'avoir forgé une identité industrielle et commerciale forte fondée sur ces produits.
- ✚ Une seconde génération (de 1960 à nos jours) d'hommes et de femmes, plus de petites spéculations que de grandes affaires. C'est une génération de non-professionnels, à quelques exceptions près, qui a fini par déstructurer totalement toutes les filières de rente. Elle a abouti à la

démolition en règle de l'identité ancienne précédente, et à la disparition partielle ou totale des produits malagasy sur les marchés internationaux (vanille, café, viande, etc.).

- ✚ Une troisième génération (depuis 2000) d'authentiques hommes et femmes d'affaires aux visions modernes, qui se cherchent encore, qui cherchent encore ses marques. Cette génération cherche aussi à se doter d'outils et de moyens modernes. Elle cherche également à s'articuler à la mondialisation et à l'intégration régionale, sans trop savoir ce que c'est. C'est la génération qui pourrait réussir à réinventer et à refonder une nouvelle image des produits et des services « Made in Madagascar ». Peut-être grâce au tourisme, aux industries minières, et pourquoi pas grâce à une seconde vie des cultures de rentes et de l'agro-alimentaire ?

De nombreuses Organisations se mettent en place. Des dispositifs multiples aussi se créent, pour instaurer un environnement favorable aux affaires. L'intégration régionale deviendra progressivement une réalité, et va exercer des pressions pour relever les capacités des acteurs et des institutions à faire face aux défis de la mondialisation. Les marchés de la SADC, de la COMESA, et de l'UE, etc. ouvrent tout grands leurs portes respectives, en ayant pris soin de placer devant elles, les pièges des conditionnalités, des réglementations internationales, ou tout simplement des accords négociés ou imposés au sein de l'OMC.

Les gisements des besoins sont donc énormes pour le développement du secteur privé : vulgarisation des technologies, connaissances des réglementations, accès aux marchés internationaux, maîtrise de la qualité des produits et des services, etc.

***C'est un chantier immense et très technique, à la mesure des ambitions et des défis à relever.*** CEDII a intérêt à élargir l'espace, la place, et les rôles qu'il occupe déjà dans le passé, pour mieux contribuer au développement du secteur privé pour l'avenir :

- ✚ Informer et former : marchés, technologies, gestion de la qualité
- ✚ Donner des appuis techniques et des conseils
- ✚ Mobiliser les opérateurs potentiels, tout comme les opérateurs déjà à pied d'œuvre

### 9.3. ORGANISATION INTERNE

Ce chapitre va rapidement effectuer un survol du statut de membres, des structures internes, et des règles de fonctionnement du CEDII, en rapport aux perspectives à venir.

#### **Le Statut de membres**

Les membres, actuels ou passés, ont un profil assez « généraliste ». Les optiques futures vont exiger de la part des membres, de plus en plus de professionnalisme, sinon une ou des spécialisations dans tel ou tel autre domaine particulier (par exemple, environnement, bonne gouvernance, artisanat, etc.)

Dans le futur, les membres ne constitueront pas uniquement de simples bénéficiaires des services du CEDII : ils doivent pouvoir s'impliquer activement un peu plus dans le pilotage stratégique de CEDII, dans la recherche d'options innovantes, dans la proposition d'alternatives aux problèmes vécus par les citoyens.

#### **Les Structures internes : assemblée générale, conseil d'administration, bureau exécutif**

##### L'Assemblée générale

L'assemblée générale « détermine et fixe les orientations nécessaires à la réalisation de l'objet social de CEDII ».

L'assemblée générale doit aussi pouvoir offrir, dans le futur, un cadre incitatif et mobilisateur pour permettre aux initiatives et aux innovations proposées par des membres de se libérer et d'être soutenues

Une des options, pouvant être suggérée, consiste à créer et à consolider au sein de l'AG « une ou des commissions par thème principal »

##### Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration « élabore la politique d'orientations stratégiques du CEDII ».

Le profil actuel du Conseil d'Administration reflète bien les dimensions « thématiques » d'une part, et « partenariales » d'autre part, des activités de CEDII. Ce profil mérite d'être pérennisé et consolidé, parallèlement avec les profils respectifs futurs de l'assemblée générale et du bureau exécutif.

##### Le Bureau exécutif

La Direction exécutive actuelle s'articule autour de trois services principaux : l'information, la documentation, et l'administration.

Les embryons de deux nouveaux « services » sont en train de se créer, pour se développer pleinement dans le futur : la formation et l'appui-conseil, à la suite des activités IFAC avec le CITE.

Les spécialisations thématiques vont aussi progressivement s'imposer : les activités de soutien à l'économie locale, les activités de promotion de la démocratie, les activités de protection de l'environnement, les activités de promotion de l'accès aux services sociaux de base, les activités de promotion de la diversité culturelle.



Le développement des partenariats importants, avec des Organisations nationales ou étrangères, va probablement aussi susciter des mécanismes de gestion de portefeuilles, plus ou moins spécifiques, pouvant appeler à l'instauration progressive de « services » par type de partenariat. Trois types principaux d'imbrications de « services » vont devoir être croisées, dans le futur, au sein de CEDII :

- ➔ l'angle thématique : économie, environnement, services sociaux, démocratie, culture, etc.
- ➔ la déclinaison stratégique et partenariale : secteur privé, ONG, secteur rural, secteur public, programmes de développement, etc.
- ➔ le type d'activités : informations, documentations, formations, appuis-conseils, etc.

Ces trois types d'imbrications pourraient appeler graduellement trois types de direction, sachant que l'option déjà appliquée actuellement est la direction par type d'activités. Au fur et à mesure que vont se développer les aspects thématiques d'une part, et les aspects stratégiques et partenariaux d'autre part, il faut pouvoir mettre en œuvre progressivement une option de gestion prenant en compte simultanément les trois types d'imbrications.

Le relèvement graduel des capacités professionnelles semble constituer le minimum à prévoir, soit par des formations internes plus poussées, soit par le recrutement de nouveaux membres plus qualifiés. Autrement, le bureau exécutif, dans sa configuration actuelle, risquera d'être rapidement submergé par des surcharges d'activités

## **Les Règles de fonctionnement interne : statut, règlement intérieur, manuel de procédures**

Le Statut juridique,

Le statut juridique actuel est du type « association », régi par l'ordonnance n°60.133. Ce statut s'adapte surtout à une association tournée vers des activités destinées spécifiquement à ses membres.

Les activités actuelles de CEDII sont, de fait, destinées aux Membres, et aussi à un public non membre très large. Elles sont exercées de façon permanente et professionnelle, et, à l'avenir, couvriront des domaines de plus en plus diversifiés.

Le statut juridique actuel devient de plus en plus caduc, et inadapté aux circonstances et aux perspectives futures. Le caractère pérenne et professionnelle des domaines d'activités, ainsi que le fait de fournir des prestations de services à un public débordant le cercle des membres, suggèrent et imposeront tôt ou tard à évoluer vers un statut juridique d'Organisation Non Gouvernementale, conformément à la Loi n°96.030 et au décret n° 98.711 de la législation de Madagascar

Le Règlement intérieur,

Le règlement intérieur actuel impose des formalités assez compliquées, sinon assez « traditionnelles » dans l'adhésion de nouveaux membres (Ex. demande manuscrite !), permet à un partenaire, non membre, de pouvoir siéger au Conseil d'Administration. Il prévoit néanmoins des activités techniques de communications telles que la publication de *bulletin d'information*, l'organisation de *communication périodique et thématique* avec les membres au sein du MOSC en vue de la promotion des membres.



---

On peut proposer des *critères plus sérieux*, avec des *formalités plus allégées*, de manière à promouvoir le professionnalisme, tout en excluant toute approche discriminatoire. Il est plus judicieux aussi d'adopter plusieurs typologies de membres : les membres « classiques », les membres intéressés uniquement par la consultation de documents, les membres « partenaires », etc.

#### Le Manuel des procédures

Le manuel a permis de travailler assez correctement, sans grandes difficultés et sans dérives majeures. Il pourrait cependant être amélioré, en mieux précisant les modalités de décaissements (responsables et seuils à préciser), les modes de passations de marché (gré à gré, consultation restreinte, appel d'offres, en fonction de seuils à préciser), les modes de règlements (espèces, chèque, virement bancaire, toujours en fonction de seuils à préciser), en soulignant aussi les états financiers à produire périodiquement, en introduisant aussi de manière systématique les calculs de coûts des services par le biais de la comptabilité analytique.